

Acronyme ou sigle	Signification	Définition	Source
ACI	Atelier et Chantier d'Insertion	Les ateliers et chantiers d'insertion (ACI) proposent un accompagnement et une activité professionnelle aux personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières. Les salariés des ateliers et chantiers d'insertion (ACI) bénéficient d'une rémunération au moins égale au Smic. Les ateliers et chantiers d'insertion (ACI) sont conventionnés par l'État et bénéficient d'aides pour accomplir leurs missions. L'ACI fait partie - avec l'association intermédiaire (AI), l'entreprise d'insertion (EI) et l'entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) - des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE).	travail-emploi.gouv.fr
ADP	Activation des Dépenses Passives	L'activation des dépenses passives est la logique économique sur laquelle repose le projet TZCLD. Cette logique se fonde sur la conviction suivante : la mise en œuvre du droit d'obtenir un emploi, parce que cela rapporte socialement et économiquement, ne coûte pas plus cher à la collectivité que l'état actuel des choses, bien au contraire. La privation durable d'emploi a un coût. Elle représente des dépenses publiques (allocations chômage, RSA...) et des manques à gagner (cotisations salariales et patronales, TVA additionnelle...) pour l'État, les collectivités territoriales et organismes (Cnaf, Ursaff...). À ces dépenses et manques à gagner directs s'ajoutent les coûts indirects de la privation d'emploi sur la santé, l'éducation, etc. Il s'agit de prendre en compte le coût global, pour la société, de la privation durable d'emploi.	tzclld.fr
AI	Association Intermédiaire	Conventionnée par l'État, l'association intermédiaire (AI) contribue à l'insertion et au retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, en leur permettant de travailler occasionnellement pour le compte d'utilisateurs (particuliers, associations, collectivités locales, entreprises...). L'association intermédiaire bénéficie d'aides de l'État. L'AI fait partie – avec l'entreprise d'insertion (EI), l'entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) et les ateliers et chantiers d'insertion (ACI) - des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE).	travail-emploi.gouv.fr
ANDICAT	Association Nationale des Directeurs et Cadres d'ESAT	Acteur national membre de la concertation qui regroupe des professionnels du secteur médico- social ayant, ou ayant eu des responsabilités de direction ou de cadres, dans la gestion des ESAT, privés ou publics.	andicat.org
APF France Handicap	Association des paralysés de France	Acteur national membre de la concertation. Créée en 1933, APF France handicap est la plus importante association française, reconnue d'utilité publique, de défense et de représentation des personnes en situation de handicap et de leurs proches. Connue jusqu'en 2018 sous le nom d'Association des Paralysés de France (APF), APF France handicap agit pour l'égalité des droits, la citoyenneté, la participation sociale et le libre choix du mode de vie des personnes en situation de handicap et de leur famille. Son nouveau projet associatif "Droit devant, droits d'avenir, soyons le changement" propose 3 ambitions stratégiques pour une société inclusive et solidaire. Elle réunit 85 000 acteurs impliqués au quotidien dont 35 000 usagers, 21 000 adhérents, 15 000 salariés et 12 500 bénévoles.	https://www.apf-francehandicap.org/

ATD Quart-Monde	Agir tous pour la dignité	Acteur national membre de la concertation. Depuis plus de 60 ans, ATD Quart Monde rassemble celles et ceux qui veulent s'engager pour mettre fin à l'extrême pauvreté et construire une société plus juste, qui respecte les droits fondamentaux et l'égalité de tous les êtres humains. Présent dans plus de 30 pays, ATD Quart Monde agit sur le terrain avec les premiers concernés pour obtenir l'application du droit, auprès des institutions pour faire évoluer les lois et les pratiques et auprès de l'opinion publique pour lutter contre les idées fausses et la pauvrophobie et appeler l'ensemble de la société à s'engager dans le combat contre la pauvreté. ATD Quart Monde mène ainsi de nombreux projets pilotes sur le logement, le travail, la santé, l'éducation, etc. tous pensés à partir de l'expérience des personnes les plus pauvres et est à l'origine, avec d'autres acteurs de la lutte contre la pauvreté, de plusieurs avancées législatives comme le Revenu Minimum d'Insertion (ancêtre du RSA), la loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, la Couverture Maladie Universelle, le Droit au logement opposable ou la loi d'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée.	www.atd-quartmonde.fr
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale	Au sein d'une commune, il existe un établissement public dont le rôle est de venir en aide aux personnes en difficulté financière et/ou fragilisées socialement. Cet établissement s'appelle le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) ou Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) lorsque plusieurs communes de petite taille se rapprochent pour créer un centre unique. Les CCAS constituent l'outil principal des municipalités pour mettre en œuvre les solidarités et organiser l'aide sociale au profit des habitants de la commune. Ainsi, les CCAS ont pour rôle de lutter contre l'exclusion, d'accompagner les personnes âgées, de soutenir les personnes souffrant de handicap et de gérer différentes structures destinées aux enfants	aide-sociale.fr
CCSC Vaincre le chômage	Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs	Acteur national membre de la concertation, le CCSC-VLC tente de contribuer depuis sa création en 1984 à promouvoir le thème du chômage et de l'accès à l'emploi à la fois au sein de l'Eglise mais aussi dans la société civile. Il a cherché à provoquer et à organiser des événements afin de permettre à ceux qui sont les premiers concernés, les chercheurs d'emploi, d'être entendus. Ainsi il a pu contribuer, sans doute parce que le CCSC est une petite association, au cours de ces trois dernières années à la création du Collectif pour la Parole des chômeurs (CPDC) qui regroupe une vingtaine d'organisations qui toutes considèrent que « le chômage n'est pas une fatalité » et qui s'emploient chacune, avec les moyens dont elle dispose, à accompagner ceux qui sont au chômage, ou à créer des emplois dignes et décents. Le livre blanc « Paroles de Chômeurs » a pu formuler des propositions concrètes visant à prendre en compte les difficultés réelles rencontrées par les chômeurs, principalement dans le domaine de l'accompagnement, de la formation et de l'accès à l'emploi.	www.ccscfrance.com
CD	Conseil Départemental	Au sens strict, le conseil départemental (anciennement conseil général) est l'assemblée délibérante du département en tant que collectivité territoriale, formée par la réunion des conseillers départementaux élus pour six ans. Dans un sens plus général, ce terme a fini par désigner la collectivité elle-même.	vie-publique.fr
CDD-I	Contrat à Durée Déterminée d'Insertion	Le contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI) est un contrat ouvert aux personnes au chômage et rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières embauchées au sein d'une entreprise d'insertion (EI), d'une association intermédiaire (AI) ou d'un atelier et chantier d'insertion (ACI).	www.service-public.fr

CESE	Conseil Economique, Social et Environnemental	Le Conseil économique, social et environnemental, avec l'Assemblée Nationale et le Sénat, est la troisième Assemblée citée dans la Constitution. Moins connue que les deux autres, son rôle est pourtant très important puisqu'elle assure le lien entre les pouvoirs publics et nous, les citoyens. Historiquement, la mission du CESE est de conseiller le Gouvernement et le Parlement dans l'élaboration des lois et des politiques publiques. Plus récemment, c'est aussi devenu la chambre de la participation citoyenne. En résumé, le CESE c'est le trait d'union entre les pouvoirs publics et la société civile	lecese.fr
CESER	Conseil Economique, Social et Environnemental Régional	Le conseil économique, social et environnemental régional (CESER) est une assemblée consultative placée auprès du conseil régional et de son président. Les membres du CESER sont issus des mondes économique, social, environnemental, éducatif et associatif de la région. Le CESER émet des avis sur les orientations structurantes pour la région.	vie-publique.fr
CLE	Comité Local pour l'Emploi	Fruit de la fabrique du consensus local, le comité local pour l'emploi (CLE) désigne le collectif d'acteurs et actrices locaux qui pilote le droit à l'emploi sur le territoire. Il est présidé par l'élu-e local-e référent-e (Maire, Président-e de la communauté de communes...) et réunit l'ensemble des acteurs et actrices volontaires du territoire pour mettre en œuvre le droit à l'emploi. En appui à cette instance politique et stratégique, un travail d'animation et d'ingénierie territoriale est nécessaire pour mettre en œuvre le droit à l'emploi. Ces missions opérationnelles sont assurées par une équipe projet.	tzclld.fr
COORACE	COORDination des associations d'Aide aux Chômeurs par l'Emploi	Acteur national membre de la concertation , Le COORACE est un réseau national de l'économie sociale et solidaire qui rassemble 600 entreprises d'utilité sociale territoriale réparties sur l'ensemble du territoire. Il porte la vision d'un modèle sociétal inclusif, collectif, et solidaire qui se développe au cœur des territoires.	coorace.org
DDETS	Directions départementales de l'emploi du travail et des solidarités	Echelon départemental des DREETS (voir DREETS)	travail-emploi.gouv.fr
DELD	Demandeur d'Emploi de Longue Durée	Les demandeur-ses d'emploi de longue durée sont les personnes inscrites auprès de France Travail (ex-Pôle emploi), dans les catégories A, B et C, depuis un an ou plus.	www.tzclld.fr
DREETS	Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités	Depuis le 1er avril 2021, les DIRECCTE sont regroupées avec les services déconcentrés de la cohésion sociale au sein d'une nouvelle structure : les Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS). Ces nouvelles directions rassemblent les compétences en matière de cohésion sociale, de travail, d'emploi, d'économie et des entreprises et les services de l'État qui en sont chargés : Au niveau régional, dans les Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) ; Au niveau départemental, dans les Directions départementales de l'emploi du travail et des solidarités (et de la protection des populations) – DDETS(PP).	travail-emploi.gouv.fr
EA	Entreprise Adaptée	Une entreprise adaptée est une entreprise du milieu ordinaire, soumise aux dispositions du code du Travail, qui a la spécificité d'employer au moins 55 % de travailleurs handicapés parmi ses effectifs de production. Ces travailleurs sont recrutés parmi les personnes sans emploi les plus éloignées du marché du travail. L'entreprise adaptée permet à ses salariés d'exercer une activité professionnelle dans un environnement adapté à leurs possibilités afin qu'ils obtiennent ou conservent un emploi. Avec les ESAT, ce sont des entreprises du Secteur du Travail Protégé et Adapté (STPA).	travail-emploi.gouv.fr

EBE	Entreprise à But d'Emploi	Une entreprise à but d'emploi (EBE) est une entreprise de l'économie sociale et solidaire, conventionnée par le territoire sur lequel elle est implantée et le Fonds d'expérimentation. Cette entreprise a pour fonction première de produire des emplois supplémentaires manquants sur le territoire et adaptés aux personnes privées durablement d'emploi habitantes du territoire, qu'elle embauche sur proposition du comité local pour l'emploi (CLE).	tzold.fr
EI	Entreprise d'Insertion	Une entreprise d'insertion est une entreprise opérant dans le secteur marchand, mais dont la finalité est avant tout sociale : proposer à des personnes en difficulté une activité productive assortie de différentes prestations définies selon les besoins de l'intéressé (ré-entraînement aux rythmes de travail, formation, accompagnement social ...) pour construire et finaliser avec elles un parcours d'insertion socioprofessionnel durable. Elle fait partie - avec l'association intermédiaire (AI), l'entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) et les ateliers et chantiers d'insertion (ACI) - des structures d'insertion par l'activité économique.	travail-emploi.gouv.fr
EITI	Entreprises d'insertion par le travail indépendant	Nouvelle forme de structure de l'insertion par l'activité économique (SIAE), l'entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI) permet à des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, d'exercer une activité professionnelle en bénéficiant d'un service de mise en relation avec des clients et d'un accompagnement.	travail-emploi.gouv.fr
ELPE	Entreprises de lutte contre la privation d'emploi	Les Entreprises de lutte contre la privation d'emploi (ELPE) sont toutes les entreprises qui proposent, grâce au cofinancement de la Collectivité, des emplois accessibles à des personnes en difficulté face à l'emploi. Il s'agit des Entreprises adaptées (EA), des Etablissements et services d'aide par le travail (ESAT), des Associations intermédiaires (AI), des Entreprises d'insertion (EI), des Ateliers et chantiers d'insertion (ACI), des Entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI), et enfin des Entreprises à but d'emploi (EBE).	www.pleinemploisolidaire.fr
EPCI	Établissement public de coopération intercommunale	Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sont des structures administratives permettant à plusieurs communes d'exercer des compétences en commun. Ils sont soumis à des règles communes, homogènes et comparables à celles de collectivités locales. Les communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes, syndicats d'agglomération nouvelle, syndicats de communes et les syndicats mixtes sont des EPCI.	insee.fr
ESAT	Etablissement et service d'accompagnement par le travail	Anciennement Etablissement et service d'aide par le travail, un Ésat est une structure qui propose aux personnes en situation de handicap une activité professionnelle et un soutien médico-social et éducatif. Cette structure accueille des personnes dont les capacités ne permettent pas, momentanément ou durablement, de travailler dans une entreprise du milieu ordinaire ou une entreprise adaptée ou d'exercer une activité professionnelle indépendante. L'Ésat peut parfois disposer d'un foyer d'hébergement pour accueillir les personnes en situation de handicap en dehors de leur temps d'activité. Avec les Entreprises Adaptées (EA), les ESAT font partie du Secteur du Travail Protégé et Adapté (STPA).	www.service-public.fr
ESS	Economie Sociale et Solidaire	L'économie sociale et solidaire (ESS) est un modèle économique au fonctionnement collectif et à la gouvernance démocratique. Orienté par une éthique qui place l'homme plutôt que le profit au centre de son fonctionnement, ce type d'économie constitue un tiers secteur, entre le public et le privé. Son objectif premier n'est pas tant lucratif que guidé par un projet social, ou encore environnemental. Encadrée par la loi depuis 2014, l'économie sociale et solidaire s'est popularisée ces dernières années, parallèlement à un souci croissant de développement écologique et durable.	vie-publique.fr

ETCLD	Expérimentation Territoriale Contre le Chômage de Longue Durée	<p>Acteur national en charge du pilotage de l'expérimentation, membre de la Concertation, le Fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée est institué sous la forme d'une association administrée par un conseil d'administration. Celui-ci réunit des représentants de l'État, des syndicats de salariés et d'employeurs, de Pôle emploi et des collectivités locales, les dix CLE et d'autres organismes publics impliqués dans le projet. Les missions du fonds:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Proposer la liste des territoires retenus pour mener l'expérimentation, approuver les modalités de fonctionnement du comité local créé sur chaque territoire retenu et suivre la mise en œuvre de son programme d'actions. - Financer une fraction de la rémunération des personnes embauchées dans les entreprises conventionnées. - Signer les conventions avec l'État, les collectivités territoriales, les établissements publics de coopérations intercommunales, les groupes de collectivités territoriales, les organismes publics ou privés et les entreprises assurant la mise en œuvre de l'expérimentation sur ces territoires. - Apporter aux territoires l'appui et l'accompagnement nécessaires. - Dresser le bilan de cette expérimentation. Un premier bilan intermédiaire a été publié en octobre 2018, un deuxième en septembre 2019. Le bilan final de la première étape expérimentale est quant à lui paru en septembre 2021. 	etclld.fr
ETTI	Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion	<p>Une personne sans emploi, rencontrant des difficultés particulières d'insertion, peut effectuer des missions pour le compte d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) conventionnée par l'État. Un contrat de travail temporaire est alors conclu, l'intérimaire devient salarié de l'ETTI. L'entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) bénéficie quant à elle d'une aide financière. L'entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) fait partie - avec l'association intermédiaire (AI), l'entreprise d'insertion (EI) et les ateliers et chantiers d'insertion (ACI) - des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE).</p>	travail-emploi.gouv.fr
FACE	Fondation Agir Contre l'Exclusion	<p>Réseau national membre de la Concertation, la FACE est une Fondation Reconnue d'Utilité Publique (FRUP). Elle réunit acteurs publics, privés et associatifs dans la lutte contre l'exclusion, les discriminations et la pauvreté. FACE et sa communauté déploient des actions concrètes et pérennes et agissent dans trois domaines clés : l'éducation et l'orientation, l'inclusion par l'emploi et l'insertion, l'accès aux droits, la transition écologique solidaire.</p>	fondationface.org
FALC	Facile à Lire et à Comprendre	<p>Le facile à lire et à comprendre (FALC) est une méthode qui a pour but de traduire un langage classique en un langage simplifié. Le FALC permet de rendre l'information plus simple et plus claire et est ainsi utile à tout le monde, notamment aux personnes en situation de handicap, dyslexiques, âgées ou encore maîtrisant mal la langue française.</p>	culture.gouv.fr
FAS	Fédération des Acteurs de la Solidarité	<p>Acteur national membre de la concertation, la Fédération est un réseau généraliste de lutte contre les exclusions. Elle regroupe plus de 900 associations et organismes qui agissent pour la solidarité. Ces structures représentent environ 2800 établissements et services qui représentent notamment 90 % des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), un grand nombre d'accueil de jour et de logements pour les plus précaires, la majorité des places d'accueil pour demandeurs d'asile et réfugiés et plus de 500 structures d'insertion par l'activité économique (SIAE).</p>	federationsolidarite.org

FSE	Fonds Social Européen	Le Fonds social européen + (FSE+) est un fonds structurel de l'Union européenne. Sa vocation principale est de contribuer à améliorer les perspectives professionnelles de l'ensemble des citoyens européens, en particulier ceux en situation de précarité ou d'exclusion.	fse.gouv.fr
GEIQ	Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification	Les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) regroupent des entreprises qui, pour résoudre leurs problèmes de recrutement, parient sur le potentiel des personnes en difficulté d'accès à l'emploi. Les GEIQ embauchent directement les publics ciblés puis les mettent à disposition des entreprises adhérentes en organisant une alternance entre apprentissages théoriques et situations de travail concrètes.	travail-emploi.gouv.fr
GESAT	Anciennement G.E.S.T	Acteur national membre de la concertation , anciennement G.E.S.T. (Groupement d'Établissements de Services et Travaux) lors de sa création en 1982, suite à l'évolution du modèle associatif, il devient "le Réseau Gesat". 40 ans le GESAT crée la rencontre entre les 2 400 Etablissements ou Services d'Accompagnement par le Travail (ESAT) et Entreprises Adaptées (EA), et leurs futurs clients privés ou publics	www.reseau-gesat.com
IAE	Insertion par l'Activité Economique	L'insertion par l'activité économique (IAE) permet aux personnes les plus éloignées de l'emploi, en raison de difficultés sociales et professionnelles particulières (âge, état de santé, précarité) de bénéficier d'un accompagnement renforcé qui doit faciliter leur insertion sociale et professionnelle par le biais de contrats de travail spécifiques. La France comptait 3 843 structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) fin 2019. Ces structures spécialisées, comme les ateliers et chantiers d'insertion (1907 ACI), les associations intermédiaires (655 AI), les entreprises d'insertion (981 EI) ou les entreprises de travail temporaire d'insertion (300 ETTI) signent des conventions avec l'État qui leur permettent d'accueillir et d'accompagner ces travailleurs.	travail-emploi.gouv.fr
MNCP	Mouvement National des Chômeurs Précaires	Acteur national membre de la concertation , le MNCP est une association de défense des chômeurs et précaires qui regroupe une trentaine de structures locales indépendantes, accueillant des demandeurs d'emploi et proposant des actions d'accompagnement et de mobilisation.	mncp.fr
OETH	Obligation d'emploi des travailleurs handicapés	L'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (OETH) est un dispositif qui incite les employeurs privés et publics, de 20 salariés et plus, à embaucher des travailleurs handicapés, à hauteur de 6 % du total de leurs salariés. Si le pourcentage de 6% de personnes en situation de handicap employées n'est pas atteint, les employeurs de 20 salariés et plus doivent verser une contribution qui sert ensuite à financer différentes aides à la formation et à l'emploi pour les travailleurs handicapés.	www.monparcourshandicap.gouv.fr
PDE	Privation Durable d'Emploi	Notre société crée de l'exclusion lorsque des personnes souhaitent travailler mais ne parviennent pas à accéder à un emploi selon leurs compétences et leurs capacités. La privation durable d'emploi est d'abord une situation subie et exprimée par une personne. Elle se distingue ainsi des catégories administratives en vigueur et peut les recouper ou non. Cette privation est dite durable lorsqu'une personne est depuis plus de 12 mois soit sans activité professionnelle soit en activité professionnelle mais de manière précaire (contrats courts, volumes horaires faibles subis...).	tzcltd.fr

PMSMP	Périodes de mise en situation en milieu professionnel	S'inscrivant dans une démarche préventive (bénéficiaire salarié en recherche d'emploi ou de réorientation professionnelle) et proactive (bénéficiaire privé d'emploi, inscrit ou non auprès de France Travail), les périodes de mise en situation en milieu professionnel s'adressent à toute personne faisant l'objet d'un accompagnement social ou professionnel personnalisé. Les PMSMP permettent de se confronter à des situations réelles pour découvrir un métier ou un secteur d'activité, confirmer un projet professionnel ou initier une démarche de recrutement.	travail-emploi.gouv.fr
PPDE	Personne Privée Durablement d'Emploi	Ces catégories administratives ne recouvrent pas la totalité des citoyen·nes qui souhaitent travailler mais ne sont pas répertorié·es auprès des institutions, parfois par désespoir de retrouver un emploi face à de nombreux refus, ou encore par méconnaissance de leurs droits. C'est pourquoi le projet TZCLD cible la privation durable d'emploi, qui se réfère à une expérience vécue, subie et exprimée par la personne. Une personne privée durablement d'emploi est une personne qui est volontaire et souhaite obtenir un emploi. L'objectif est bien d'inclure toutes les personnes vivant cette exclusion.	tzclld.fr
RQTH	Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé	La reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH) est une décision administrative qui permet de bénéficier d'un ensemble de mesures favorisant le maintien dans l'emploi ou l'accès à un nouvel emploi. Vous êtes concerné si vos possibilités d'obtenir ou de conserver votre emploi sont réduites du fait de la dégradation d'au moins une fonction physique, sensorielle, mentale ou psychique.	www.service-public.fr
RSA	Revenu de Solidarité Active	Le revenu de solidarité active (RSA) assure aux personnes sans ressources un niveau minimum de revenu qui varie selon la composition du foyer. Le RSA est ouvert, sous certaines conditions, aux personnes d'au moins 25 ans et aux jeunes actifs de 18 à 24 ans s'ils sont parents isolés ou justifient d'une certaine durée d'activité professionnelle. Chaque personne touchant le RSA sera inscrite à France Travail au plus tard le 1er janvier 2025. Chaque personne touchant le RSA devra signer un contrat d'engagement comportant un plan d'actions précisant ses objectifs d'insertion sociale et professionnelle.	www.service-public.fr
SIAE	Structures d'Insertion par l'Activité Economique	Ce sont les structures relevant de l'Insertion par l'Activité Economique (voir IAE)	travail-emploi.gouv.fr
SNC	Solidarités Nouvelles Face au Chômage	Acteur national membre de la concertation , Solidarités nouvelles face au chômage (SNC) est une association loi 1901 qui propose aux chercheurs d'emploi un accompagnement humain et personnalisé, grâce à son réseau d'accompagnateurs bénévoles à travers toute la France.	snc.asso.fr

SPIE	Service public de l'insertion et de l'emploi	<p>Le service public de l'insertion et de l'emploi est une méthode pour que toutes les structures appelées à intervenir dans le parcours vers l'emploi d'une personne (Conseil départemental, France Travail, Caisse d'allocations familiales, Cap emploi, mission locale, associations, CCAS, etc.) se coordonnent et simplifient ses démarches.</p> <p>Chaque individu doit se voir proposer un parcours d'accompagnement personnalisé prenant en compte toutes ses difficultés pour s'insérer (logement, santé, mobilité, etc.). Ce parcours est coordonné entre les différents professionnels pour lui éviter de multiplier les démarches, avec un suivi dans le temps qui lui est proposé.</p> <p>Le SPIE prend la forme d'un consortium qui unit les partenaires engagés au sein de chaque territoire : conseils départementaux, France Travail, État, Caisses d'allocations familiales, Cap emploi, missions locales, collectivités territoriales, acteurs de la formation, du logement, de la santé, de la mobilité, associations et entreprises.</p> <p>Ces consortiums doivent mettre en place un socle de services avec pour objectif de tendre, à terme, vers un même type de service rendu à l'utilisateur sur l'ensemble du territoire.</p>	travail-emploi.gouv.fr
STPA	Secteur du travail protégé et adapté	<p>Il y a aujourd'hui en France plus de 2 400 ESAT et EA (1430 ESAT et 950 EA) employant 170 000 travailleurs handicapés, et constituant le secteur du travail protégé et adapté.</p>	www.reseau-gesat.com
TZCLD	Territoires zéro chômeur de longue durée	<p>Acteur national membre de la concertation, l'association porte un projet de société qui vise à supprimer, par l'action locale, la privation durable d'emploi notamment en créant des activités utiles au territoire. Ce projet ne peut être conçu comme un dispositif, applicable à l'identique partout : c'est avant tout un projet de territoire qui implique la coopération entre les acteurs et actrices agissant déjà dans la lutte contre la privation d'emploi. Il repose ainsi sur l'initiative d'un territoire qui souhaite supprimer la privation durable d'emploi et en assume la mise en œuvre à l'échelle locale. Cette échelle permet d'adapter le projet aux réalités et aux besoins du territoire. C'est un projet citoyen.</p>	tzclld.fr
UNAPEI	Union nationale des associations de parents d'enfants inadaptés	<p>Acteur national membre de la concertation, l'Unapei est un mouvement de défense des droits des personnes avec troubles du neurodéveloppement et de leurs familles. Il regroupe 330 associations (associations familiales, gestionnaires ou non d'établissements et services médico-sociaux, des associations mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des associations d'auto-représentation).</p>	https://www.unapei.org/